



La 27^{ème} Conférence des Parties
sur le Changement Climatique (COP27)

SIDE EVENT

Débats sociaux
autour du secteur privé
Action climatique :
enjeux pour une
transition juste et
inclusive

10 Novembre 2022 (12h-14h)

Pavillon de la Francophonie, Sharm el Cheickh, Egypte

Avec l'appui de :



 Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra
Direction du développement
et de la coopération DDC


Royaume de Norvège


وزارة البيئة
Ministère de l'Environnement

Selon le rapport du GIEC (2022), le réchauffement climatique s'accélère de nos jours et devrait atteindre ou franchir le seuil de 1,5°C dans un futur très proche. De nombreuses manifestations récentes montrent des conséquences fortes sur les conditions économiques et sociales des pays. Les pays sont exposés à des vagues de chaleurs de plus en plus fréquentes, des inondations, des événements climatiques extrêmes, une diminution des niveaux de précipitation et de graves pénuries d'eau menaçant la moitié de la population mondiale. Un milliard de personnes vivant sur les côtes seront exposés à la montée du niveau de la mer d'ici 2050 (GIEC, 2022).

Le changement climatique est une menace économique de première importance

Le changement climatique menace clairement la rentabilité de nombreux secteurs économiques comme l'agriculture, le bâtiment, la pêche, le tourisme, le bois.... L'économie mondiale pourrait perdre 10 % de sa valeur économique totale d'ici 2050 en raison du changement climatique; Le Moyen-Orient et l'Afrique, quant à eux, verraient une baisse de 4,7 % du PIB si les hausses de température restaient inférieures à 2 °C.

Les vagues de chaleur réduiraient de 2 % les heures de travail dans le monde, 43 millions d'emplois seraient perdus dans le monde en raison de la hausse des températures et des milliards de dollars seraient perdus d'ici 2030 en raison du changement climatique. Parmi les secteurs économiques les plus touchés figurent les secteurs agricoles, du tourisme, de la pêche, de l'alimentation et des boissons ainsi que le secteur de l'énergie, entre autres. Le secteur agricole, le secteur le plus touché, devra faire face à une perte de 60 % des heures de travail mondiales en raison du stress thermique d'ici 2030 (OIT, 2021).

Dans le secteur agricole, le changement climatique menace la productivité des terres, le risque de perte des récoltes suite à des événements extrêmes ou à l'émergence de maladies nouvelles touchant la flore et la faune. Dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, les aléas climatiques causent des surcoûts liés aux événements extrêmes et à l'incapacité de faire travailler les employés dans les nouvelles conditions climatiques de plus en plus fréquemment. D'autres secteurs voient les ressources à la base de leur activité se raréfier voire disparaître.

De manière générale, le secteur privé des pays en développement sera soumis à une nouvelle réalité. D'une part, il sera soumis à des exigences environnementales et climatiques croissantes. Ceci touche en premier lieu les entreprises de grande taille qui seraient dans l'obligation de maîtriser leurs empreintes carbone et de se conformer aux taxes carbone - si elles sont insérées dans des chaînes de valeur mondiales. Il s'agit d'une restructuration plus profonde que cela n'y paraît. L'évaluation de tous les processus et leurs impacts climatiques devrait être réalisée dans un futur très proche (pour certaines d'ici 2023). Cela conduirait à opérer des changements profonds qui risquent de modifier leurs productivités et leurs compétitivités internationales. Ce processus est faiblement accompagné jusqu'à nos jours de programmes de financement adéquats. La survie des grands groupes industriels passe par la minimisation de l'empreinte carbone et la réussite de cette mutation. Les petites entreprises auront du mal à suivre cette tendance sans une aide substantielle en matière de financement, de renforcement de capacités et de transfert de technologie...

Le secteur privé pourrait bénéficier des opportunités offertes par le changement climatique

Mais dans ce nouveau contexte, les politiques d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique créent une dynamique de restructuration forte des économies en développement. Celle-ci pourrait créer de nouvelles opportunités pour les entreprises afin d'exploiter de nouvelles niches et lancer de nouveaux produits. De nos jours, une transition écologique de grande ampleur a lieu dans le monde entier et touchera plus particulièrement les pays en développement dans la prochaine décennie¹. Assurer la transition énergétique et adapter l'économie aux nouvelles réalités nécessitent la fourniture des services climatiques de plus en plus importants et des produits de plus en plus innovants. Dans ce contexte, les entreprises seront au cœur de cette transition. Dans la plupart des pays, le secteur privé sera responsable de la majorité de la mise en œuvre de la politique climatique. Dans le cas de la Tunisie, plus de 80% de la CDN² devrait être assurée par le secteur privé.

1 Nations Unies, CNUCED (2021). Rapport 2021 sur les pays les moins avancés, Sur le site <https://unctad.org/>.
https://unctad.org/system/files/official-document/ldc2021_fr.pdf

2 CDN : Contribution Déterminée au niveau National

Les investissements sont attendus dans le secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, dans l'agriculture intelligente, dans les systèmes de transport à bas carbone, dans la nouvelle logistique, dans la rénovation des bâtiments, dans la digitalisation, etc...L'emploi de nouveaux matériaux, la rationalisation des processus de production et l'optimisation de la logistique pourraient modifier les impacts climatiques. Mais ces investissements nécessitent des financements colossaux, difficiles à mobiliser dans les pays en développement à présent.

Outre les acteurs privés classiques, force est de constater que cette transition attire de plus en plus de startups et de jeunes qui cherchent à créer les produits et les services nécessaires à partir des nouvelles technologies. De grands espoirs sont ainsi mis dans les startups technologiques pour résoudre les problèmes climatiques locaux, voire mondiaux (absorption et captation du CO₂, solutions de mobilité à bas carbone, réduction des gaspillages par le recours à la digitalisation...)



Un dialogue social est un préalable à l'engagement du secteur privé dans la transition climatique

Le changement climatique s'invite ainsi au cœur des modèles économiques et sociaux à venir. La lutte contre le changement climatique nécessite la mobilisation de tous les acteurs : gouvernement, entreprises, particuliers, société civile et secteur privé. Le dialogue social entre les acteurs socio-économiques pourrait aider à trouver des compromis pour parvenir à une transition juste et à une transformation structurelle des économies vers le développement durable.

Force est de constater que les discussions entre les partenaires sociaux - tripartites - couvrent de plus en plus des thématiques relatives au changement climatique et au réchauffement planétaire et notamment dans les pays développés comme le montrent deux études récentes conduites par l'OIT³. Le changement climatique a un impact direct sur les conditions de travail, la nature du travail et les résultats. À cet égard, les organisations syndicales et les organisations patronales sont de plus en plus réactives en acceptant la nécessité de gérer la transition vers une économie verte et durable.

Dans la région MENA, plus particulièrement en Tunisie, la problématique de l'implication du secteur privé et le dialogue social pour une gestion du changement climatique sont faiblement abordées. Consciente de cet

³ Oscar Molina (2022- The role of tripartite social dialogue in facilitating a just transition: Experiences from selected countries. ILO Working Paper No. 76, Geneva; and ILO (2022) - The Role of Social Dialogue and Tripartism in a Just Transition towards Environmentally Sustainable Economies and Societies for All. Just Transition Policy Brief, August.

aspect, la nouvelle CDN en Tunisie a mis l'accent sur le rôle de tous les acteurs dans la mise en place de la politique climatique et dans la détermination des priorités. La mobilisation du secteur privé dans la réalisation des objectifs ambitieux de la CDN est tributaire d'un nouveau climat social et d'un partage d'une vision partagée de la justice climatique.

OBJECTIFS DE L'ÉVÉNEMENT

Cet événement cherchera à montrer le rôle primordial que doit jouer le secteur privé et les partenaires sociaux dans la mise en place de réponses aux défis posés par le changement climatique dans la région MENA et plus particulièrement en Tunisie. S'appuyant sur des exemples de pays de la région MENA (Egypte, Jordanie, Tunisie), cet événement parallèle tente de se questionner sur les stratégies à suivre pour une plus grande implication du secteur privé. Il cherchera en outre à mettre en évidence les meilleures pratiques dans la région en matière de dialogue social pour engager les partenaires sociaux dans une transition climatique gagnant-gagnant. L'événement sera illustré par des exemples concrets et des jeux faisant participer les personnes présentes aux côtés des invités de marques du Patronat et des Syndicats de la région MENA.

PROGRAMME

Modération : M. Adel BEN YOUSSEF

Professeur en sciences économiques, Université Côte d'Azur – France

Mot d'ouverture

Mme Rania BIKHAZI, *Organisation Internationale du Travail - (OIT) (en ligne)*

Enjeux et priorités de la politique climatique en Tunisie

M. Samir AMOUS, *Expert international (en ligne)*

Réflexions préliminaires sur les enjeux climatiques et priorités pour un développement durable et inclusif : la vision de l'OIT

M. José Manuel MEDINA, *Organisation Internationale du Travail- (OIT)*

Place du dialogue social pour appuyer la transition juste

Dr. Farid HEGAZY, *Organisation Internationale du Travail - (OIT) (en ligne)*

Enjeux et défis du nouveau cadre climatique sur l'investissement et l'entrepreneuriat

M. Sami SILINI, *Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat - (UTICA)*

Enjeux et défis du nouveau cadre climatique sur le monde du travail : Les conditions de travail, les négociations collectives et la syndicalisation

M. Abderrahmen LAHGA, *Expert, Union Générale des Travailleurs Tunisiens - (UGTT)*

Partage d'expériences internationales d'organisations syndicales et patronales

M. Bert DE WEL, *Responsable des politiques climatiques à la Confédération Syndicale Internationale -CSI*

Synthèse et clôture de l'atelier

M. Adel BEN YOUSSEF, *Professeur en sciences économiques, Université Côte d'Azur - France*

PUBLIC CIBLE

Responsables de projets climatiques en matière d'adaptation, journalistes, scientifiques, acteurs de la société civile, responsables politiques...